REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

1re Circonscription

Mesdames, Chers Concitoyens,

Candidat Radical-Socialiste et d'Union Républicaine, j'ai l'honneur de solliciter vos suffrages pour l'élection législative du 23 novembre 1958. L'insistance affectueuse de mes amis politiques et de ceux qui hier militaient dans des formations voisines m'a conduit à accepter d'être le **seul candidat de l'ensemble des Radicaux et des Républicains de la 1re Circonscription de la Dordogne.**

Ainsi, j'ai l'honneur et la responsabilité de rassembler autour de moi tous ceux qui, rejetant le marxisme et l'aventure veulent faire confiance à un homme raisonnable, à un administrateur averti.

Les événements récents amenés par le mouvement du 13 mai à Alger avec le malaise et l'inquiétude qu'ils ont suscités dans la Métropole ont trouvé leur aboutissement le 28 septembre par l'adoption de la nouvelle Constitution.

La Constitution

La IVe République était issue de la Constitution de 1946 que les Radicaux, sous la conduite du Président HERRIOT, avaient combattue. Cette Constitution, adoptée par le Pays malgré l'appel de notre Parti, se trouva vite incapable d'assurer la stabilité gouvernementale et deux fois en treize ans la France remit sur le chantier ses institutions politiques. En chaque cas cela se produisit au terme de grandes crises nationales.

L'adoption enthousiaste de la Nouvelle Constitution, **complétée par une loi électorale majoritaire que nous n'avions cessé de réclamer,** marque l'issue heureuse d'une période de crise permanente ouverte par la mauvaise Constitution de 1946 dont **l'amélioration a été entravée par les oppositions conjuguées des extrêmes et leurs votes successifs contre les gouvernements de la République.**

Les Partis Politiques

Mais, aujourd'hui, à l'occasion de la consultation électorale de novembre, en plus des partis politiques connus (Communiste, Socialiste, M.R.P.), certaines formations politiques se présentant sous le signe du renouveau sollicitent vos suffrages. C'est le cas dans notre Circonscription de l'U.N.R. dont le candidat est le Docteur ROUSSEAU.

Qu'est-ce que l'Union pour la Nouvelle République ?

C'est une formation politique de la IVe République : les Républicains Sociaux, dont les chefs sont M. SOUSTELLE et M. CHABAN-DELMAS qui, ministre en permanence, n'a cessé d'occuper une place importante dans la IVe République dont il fut un des « princes qui nous gouvernent », suivant l'expression employée par un autre Républicain Social Le candidat local, le Dr ROUSSEAU, a été le perpétuel candidat de toutes les élections du système. Il serait volontiers rentré dans laIVe République si les électeurs en avaient décidé ainsi.

L'existence de l'U.N.R. est rendue fragile par la coexistence d'éléments aussi divers que peuvent l'être des hommes anciens comme CHABAN-DELMAS et des activistes du 13 mai, tels que ceux de la Convention Républicaine de M. DELBECQUE, ou bien encore tels que ceux de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française dont le chef est M. SOUSTELLE, ancien gouverneur de l'Algérie.

Or, la politique du Général de GAULLE ne cesse de s'éloigner du courant du 13 mai pour se placer dans la ligne de la Politique la plus noble, mais aussi la plus traditionnelle de la France.

L'Algérie

Le Général de GAULLE en refusant de faire siennes les conclusions de M. SOUSTELLE et des Comités de Salut Public avec lesquels il a pris de suite ses distances, a décidé de fixer le sort futur de l'Algérie en accord avec les élus au « pouvoir public » à la suite de la consultation électorale de novembre. Auparavant, une offre de cesser le feu avait été faite au F.L.N.

Ainsi on peut espérer que de ces consultations la paix renaîtra, la paix que trois ans d'efforts, l'immense prestige et l'esprit libéral du Général de GAULLE ont rendu possible.

L'Agriculture

Représentant au Conseil Général d'un canton essentiellement agricole, mon premier souci consiste à améliorer le sort de nos populations rurales par :

1° **INSTAURATION D'UNE POLITIQUE DE PRIX AGRICOLES MINIMUM INDEXES ET GARANTIS.**

L'Agriculteur est victime des constantes variations de prix de ses produits. Il faut assurer des prix rémunérateurs et garantis; ceci peut être obtenu par des accords internationaux dans le cadre du Marché Commun.

La France, pays agricole, doit être — en priorité — le fournisseur des pays industriels voisins.

2° **CREATION D'UNE CAISSE NATIONALE DE GARANTIE CONTRE LES CALAMITES AGRICOLES.**

3° **INTENSIFICATION DE LA DEFENSE SANITAIRE DU BETAIL.**

4° **REVALORISATION DES PRIX DES DENREES AGRICOLES A LA PRODUCTION.**

5° **EXTENSION A TOUS LES TRAVAILLEURS ET EXPLOITANTS AGRICOLES DE TOUS LES AVANTAGES SOCIAUX DONT BENEFICIENT LES TRAVAILLEURS DES AUTRES PROFESSIONS.**

Les Agriculteurs doivent être des Français à **part entière** et il ne peut subsister une inégalité de traitement en ce qui concerne les avantages sociaux.

6° **REDUCTION DES CHARGES SOCIALES ET AUTRES QUI ACCABLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT** le travailleur agricole et réduisent de façon abusive la rémunération du producteur.

7° **AIDE SUBSTANTIELLE ET RAPIDE A L'HABITAT RURAL** permettant l'entretien des locaux d'habitation et des bâtiments d'exploitation.

8° **REORGANISATION DU CREDIT AGRICOLE,** afin de permettre de satisfaire rapidement aux demandes de prêt et d'aider immédiatement les jeunes ménages agricoles qui veulent moderniser leur exploitation.

9° **AIDE ACCRUE AUX SYNDICATS D'ELECTRIFICATION RURALE ET D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES RURALES.**

Enfin, j'ai donné mon accord et signé le programme minimum qui m'a été soumis par la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Dordogne.

DEFENSE DE L'ARTISANAT.

L'avenir de l'Artisanat est lié à la prospérité de la Région. Il faut, dans le domaine des avantages sociaux, faire de l'Artisan un Français comme les autres et alléger les charges trop lourdes qui pèsent sur leurs très modestes ressources.

Le Parti Radical-Socialiste est d'ailleurs **le seul** à présenter sur ses listes un **Artisan,** puisque mon suppléant, notre Ami LAUDU, est **Artisan Horloger.**

DEFENSE DU PETIT COMMERCE.

Le petit commerce dépend lui aussi **de la** prospérité des campagnes. Mais il faut également obtenir en faveur du **Commerce local une refonte complète de la fiscalité.**

La fiscalité est **injuste et trop complexe.** Ceux qui devaient intervenir pour la défense des commerçants ont pour se lancer dans l'arène politique perdu de vue leurs objectifs qui devaient être la défense professionnelle.

Je prends l'engagement de travailler en **liaison intime et constante avec les Organisations professionnelles** d'Artisans et de commerçants de notre Région et de ne prendre aucune initiative les concernant **sans leur accord préalable.**

INDUSTRIALISATION.

Pour conserver à notre Région un juste équilibre, il faut faire un gros effort **d'implantation de petites ou moyennes industries.** Jusque-là notre département était défavorisé par le manque de sources d'énergie. Le gaz de Lacq et le passage du feeder dans le département peuvent autoriser cet espoir.

POLITIQUE DU LOGEMENT ET DE LA CONSTRUCTION SCOLAIRE.

Je suis si profondément convaincu de la nécessité d'assurer à toute la population des logements décents, que ce fut un de mes principaux soucis à la Municipalité que je préside.

Il faut encore développer les programmes d'H.L.M. et d'accession à la propriété.

Dans le même esprit, les constructions scolaires doivent permettre à notre jeunesse de recevoir l'instruction générale et technique qui sera pour elle la garantie d'un avenir meilleur.

Pour cette Jeunesse, il est nécessaire de poursuivre rapidement l'équipement sportif de la Région malgré les difficultés que nous rencontrons actuellement.

POLITIQUE ECONOMIQUE, JEUNESSE ET CLASSE OUVRIERE.

L'immense avenir que nos richesses et celles du Sahara peuvent procurer à notre Pays doivent être exploitées.

La France est devenue le Pays le plus jeune d'Europe. Un immense effort d'Education Populaire doit nous fournir les cadres et la main-d'œuvre spécialisée, dont notre économie a besoin.

Seule l'expansion économique permettra à la France, en améliorant le pouvoir d'achat et en assurant le plein emploi, de tenir ses engagements internationaux et africains.

ANCIENS COMBATTANTS, RETRAITES ET DESHERITES.

Un même souci d'humanité conduira notre politique d'aide aux Anciens Combattants, à tous ceux qui, dans le travail et la guerre, ont consenti de lourds sacrifices.

Nous aurons à cœur de lutter de toutes nos forces pour adoucir la misère des vieux et des déshérités de la vie.

L'EUROPE.

En face de gigantesques concurrents, la construction d'une Europe unie et solidaire, aussi bien dans le domaine politique qu'économique, me paraît comme le meilleur moyen de résoudre les grandes questions qui préoccupent toutes les Nations appelées à composer ce grand ensemble. La bonne entente et la concorde qui règneront entre les Pays Européens unis seront le gage le plus sérieux d'une Paix et d'une Fraternité durables entre les peuples.

Ainsi la France, à l'aube de sa renaissance, pourra enfin, libre et prospère, aller sur le chemin de sa destinée.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE !

Jean LAGOUBIE

Docteur en Médecine
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire de Montpon-sur-l'Isle
Conseiller Général de la Dordogne
Président de la Commission Départementale du Conseil Général.

LE REMPLAÇANT EVENTUEL :

Pierre LAUDU

Artisan Horloger
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de Guerre — Médaille Militaire
Ancien Conseiller d'Arrondissement
Ancien Conseiller Général
Conseiller Municipal de Bassillac

VU : Le Candidat.

IMP. PARIS, LR. V.-HUGO - PÉRIGUEUX